



LE PERCE- La vie ne s'apprend pas en prison MURAILLE



N°10 -
Mars 2006

Snpes-PJJ/FSU : 54 rue de l'arbre sec 75001 Paris - tél. : 01.42.60.11.49 - fax : 01.40.20.91.62

**Le Perce-muraille, ou Casse-pierre est une plante qui pousse sur les murs,
les fragilise et finit par provoquer leur éboulement ... !**

Edito

Le Perce-Muraille a 1 an !

Triste anniversaire, nous aurions souhaité la disparition de ce petit mensuel (10^{ème} numéro) d'informations et de luttes contre la politique sécuritaire et carcérale du gouvernement, relayée par la Centrale. Donc acte. Nous continuerons de dénoncer le gâchis budgétaire et humain de la construction des EPM et de l'ouverture des centres fermés.

Le Perce Muraille a rompu l'isolement des professionnels, des structures et défendu nos pratiques éducatives en montrant les actes de résistance contre la transformation de la PJJ en institution d'application des peines pour les mineurs. Cette feuille permet également par l'intermédiaire du site de faire connaître à l'extérieur nos actions, nos analyses.

N'hésitez pas à nous faire remonter vos observations, les écrits de vos structures, départements ou régions pour alimenter la réflexion et la mobilisation contre ces pratiques sécuritaires.

Merci à toutes celles et ceux qui, tout au long de cette année, nous ont fait parvenir leurs articles et qui ont contribué ainsi à faire tomber les murs.

Site : snpespjj-fsu.org

Une CAP tournée vers l'enfermement

Avec la circulaire de mobilité, l'administration accélère la mise en place de sa politique d'enfermement de la jeunesse en difficulté avec l'ouverture de 3 établissements pénitentiaires pour mineurs (EPM) et de 4 centres fermés pour 2007. Cela représente 206 postes toutes catégories confondues, sans compter les postes prévus pour les quartiers mineurs! Ou encore 41% des postes disponibles chez les éducateurs, 27% chez les professeurs techniques et ouvriers professionnels, 24% pour les directeurs et les psychologues, 22% chez les agents techniques d'éducation et 10% pour les adjoints administratifs. C'est véritablement la transformation de la PJJ en institution dédiée à l'enfermement !

D'autant plus que le non remplacement prévu des postes laissés vacants par ceux qui rejoindraient les EPM pourrait, si l'administration atteignait son but, laisser plus de 110 postes découverts dans les structures existantes, mettant ainsi ces services en grande difficulté.

Enfin, 73 postes sont prévus pour des redéploiements. La plupart de ceux-ci sont consécutifs aux fermetures de foyers intervenues ces derniers mois. Un projet de note est d'ailleurs en cours d'élaboration pour « mieux » organiser la fermeture d'établissements sous couvert de dialogue social.

C'est à une véritable remise en cause de la mobilité qu'aboutit cette circulaire sensée permettre des mutations.

Cette restriction au droit à muter s'accompagne de restrictions budgétaires qui se manifestent dans différents secteurs. C'est d'abord l'arrivée tardive du budget 2006 sous prétexte d'un accord du trésorier général prévu par la LOLF qui a entraîné des retards importants dans les possibilités d'utilisation de ce budget. C'est ensuite l'absence de régie d'avance qui a provoqué des dysfonctionnements tels que l'on a vu des personnels obligés d'avancer sur leur propre argent des dépenses dans l'intérêt des jeunes pris en charge. C'est le scandale de la suppression des crédits au CNASEA qui fait que les mineurs suivis par la PJJ ne peuvent bénéficier d'un stage en 2006 car ils n'auront aucune rétribution. C'est enfin la volonté d'économie que la PJJ veut réaliser en refusant pratiquement tout crédit pour les jeunes majeurs ce qui interdit la poursuite de l'action éducative entreprise.

C'est bien l'existant qui est sacrifié pour dégager les moyens permettant la mise en place des structures d'enfermement que sont les EPM et les CEF.

Initiative contre la construction de l'EPM de Porcheville

Une première réunion publique a eu lieu le 6 mars 2006 à Porcheville à l'appel du Comité Citoyen du Mantois, le SNPES-PJJ-FSU ainsi que la Ligue des Droits de l'Homme étaient invités en tant qu'intervenants.

Cette réunion comptait une trentaine de personnes, militants et habitants de Porcheville. Ils se sont dits inquiets pour la jeunesse et pour l'avenir que le gouvernement lui prépare. Les Porchevillois ont fait un lien entre la construction de la prison pour mineurs, l'absence de logements sociaux sur leur commune et la fermeture d'un groupe scolaire sur Mantes, ville mitoyenne, dans un quartier populaire. Ils ont dénoncé vivement cette conception de notre société.

Les travaux doivent commencer en mai. L'E.P.M devrait ouvrir (ou plutôt fermer ses portes) en 2007 au lieu de septembre 2008 comme c'était annoncé précédemment.

D'autres échéances et initiatives sont prévues. Nous ne laisserons pas cette prison se construire sans résistance.

COMPTE A REBOURS dans la Somme...

Ce jour-là l'équipe éducative au complet du C.A.E. d'Amiens (seul service de milieu ouvert de la Somme) reçoit la visite de son directeur régional, Monsieur Daumas. Lui-même chargé de la mise en place du programme EPM au niveau national.

Donc, cette équipe apprend que son budget et sa dotation en personnels ne vont pas évoluer pendant au moins les deux prochaines années malgré les besoins grandissants de la jeunesse de la Somme. Il en est de même pour le FAE voisin (seul service d'hébergement PJJ de la Somme). Tout cela malgré, entre autres, les 60 mesures de milieu ouvert en attente faute de personnels en nombre suffisant ; l'arrivée d'un quatrième magistrat pour enfant qui risque d'augmenter considérablement ce chiffre ; la perte en deux ans de trois agents de justice à l'U.E.A.J, qui est logé dans des locaux inadaptés (18 jeunes pris en charge) ; le manque d'une structure accueillante pour les 13-16 ans. Une autre conséquence directe de cette décision : le service d'accompagnement vers l'autonomie rattaché au FAE doit réduire des trois quarts sa capacité de prise en charge (de 12 à 4 jeunes) avec les conséquences pour

les jeunes et les deux personnels qui intègrent des locaux vétustes au FAE.

Pourquoi ? Pour permettre le financement des EPM et des CEF ! C'est clair et c'est énoncé par le Directeur régional en personne ! (...)

Le 02.02.06 la grève pour la défense des salaires et de l'emploi est massivement suivie. Les personnels en profitent pour soutenir l'ordonnance de 1945 en organisant un rassemblement devant la Direction départementale avec banderoles et distributions de tracts aux automobilistes (très bon accueil).

À l'appel de la section départementale du SNPES, une conférence-débat est organisée à Camon le soir du 7.03.06, autour des questions sur ces « jeunes qui nous dérangent », les propositions que nous avons à leur faire et l'avenir de l'ordonnance de 1945. Madame Franco - Juge des enfants à Bobigny et membre du syndicat de la Magistrature en est la principale animatrice. Elle est soutenue dans son exposé par trois membres du bureau national du SNPES-PJJ/FSU.

60 personnes sont présentes à cette rencontre issues du monde de l'éducation et de la prévention spécialisée, de l'éducation populaire. Enseignants, psychologues, avocats

sont également présents. Les personnels de la PJJ sont minoritaires et c'est tant mieux car cela démontre que les sujets intéressent plus largement. (...)

L'exposé a abordé des thèmes variés à première vue mais en fait si bien liés entre eux : le dernier couvre-feu (procédure d'urgence souvent utilisée par les dictateurs d'Amérique latine), la pression constante des politiques sur les magistrats de la jeunesse, la création des Cef pour permettre l'incarcération dès 13 ans, le désir du Ministre de l'Intérieur de voir disparaître les fondements de l'ordonnance 45, l'atomisation de la société en groupe d'appartenances diverses (sociaux, ethniques...), favorisée par la politique en cours (diviser pour mieux régner), le rapport de l'Inserm et ses déclinaisons locales y compris dans la Somme (expérience menée par « Mission possible » sur la détection précoce des comportements délinquants).

À l'issue de cette rencontre des liens se sont tissés. D'ailleurs, la prochaine conférence-débat aura lieu à Amiens le 22.03 sur des sujets à peu près identiques et est organisée par l'association Génépi. Au fait, on manifeste à Paris ce jour-là...**5,4,3,2,1,...MOBILISATION !**

EPM d'Orvault : L'escalade...

Le collectif anti-EPM d'Orvault fait des émules. En effet, dans la nuit du dimanche 19 au lundi 20 février, une dizaine d'opposants s'est installée sur le site d'Orvault, dans des arbres sacrifiés sur l'autel des politiques d'enfermement, afin d'empêcher concrètement la construction d'une prison pour mineurs.

Une quarantaine d'autres opposants, venus en renfort, installent un camp d'occupation au sol. Dès le mardi matin, les forces de l'ordre expulsent les occupants au sol et « autodaferent » matériel et effets personnels présents sur le site.

Cette démonstration de force n'empêche pas les « perchés » de poursuivre la consolidation de leurs installations.

Le terrain de mobilisation se déplace alors vers le centre ville de Nantes, place Saint Pierre, sur le chantier de construction d'un parking sous-

terrain mené par l'entreprise Bouygues, premier constructeur de prisons en France. Cinq personnes occupent mercredi 22 une des grues, y déploient une banderole « NON AUX PRISONS », tandis qu'une trentaine de personnes exprime son opposition par le blocage du chantier et la distribution de tracts. Intervention rapide de la police pour permettre au GIPN de grimper à son tour. Contrôles d'identité pour certains, gardes à vue de courte durée pour d'autres.

Le soir même, une réunion publique réunit 90 personnes dans un local militant de la ville, pour permettre aux personnes concernées, si elles le désirent, de s'exprimer et de rejoindre les frondeurs. Il s'y décide l'organisation, le samedi 25, d'un piquetique sur le chantier.

Le vendredi 24, le GIPN intervient de nouveau et évacue les occupants des arbres. La volonté des organisa-

teurs était de réinvestir le chantier, même ponctuellement, mais la présence de gardes mobiles oblige les manifestants à se poser devant le centre de détention, après une marche via les quartiers jouxtant le site de construction de l'EPM. Dans un tract, diffusé lors de cette semaine d'actions, ceux que la presse locale appellera « le collectif sans nom » indiquent : « **La lutte contre les EPM n'a pas commencé avec l'occupation et ne s'arrêtera pas avec l'expulsion** ».

Bien que le collectif anti-EPM d'Orvault ne soit pas à l'initiative de ces actions, il a dans un communiqué de presse apporté son soutien à toutes les initiatives non violentes contre la construction des EPM. **Une manifestation à l'appel du collectif anti-EPM est prévue le 25 mars pour maintenir la pression et profiter de l'émulation ainsi créée au niveau local.**

Contact : antiepm44@no-log.org

« **Pas de 0 de conduite pour les enfants de 3 ans** ». Signez l'appel pétition en réponse à l'expertise INSERM sur le trouble des conduites chez l'enfant (déjà 150.000 signatures) : contact@pasde0deconduite.ras.eu.org